

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DANIEL

Avenue du Vert Galant
CS 30466
64 230 Lescar

Références : ED/UbD40-64B/D2026
Code AIOT : 0005204678

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement CARRIERES DANIEL implanté Rroute de Bruges 64 260 Louvie-Juzon. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DANIEL
- route de Buges 64260 Louvie-Juzon
- Code AIOT : 0005204678
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Une nouvelle autorisation d'exploitation a été délivrée par l'arrêté préfectoral n° 4678/2025/111 du 7 novembre 2025. Cette autorisation pour une durée de 30 ans, permet l'extraction d'un gisement de calcaire sur une superficie de 219 202 m², à la cadence maximale de 350 000 t/an.

La carrière est associée à une unité de transformation des produits calcaire en granulats d'une puissance totale de 1 750 kW, et une aire de stockage des matériaux de 40 000 m².

Une centrale à béton d'une capacité de malaxage de 1 m³ est également présente sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,8,2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bénéficiaire et portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,1,1	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,2,1	Sans objet
3	Récolement	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,3,2	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,5,2	Sans objet
5	Comité de suivi de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,8,2	Sans objet
6	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,2,1	Sans objet
7	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,2,2	Sans objet
8	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,2,3	Sans objet
9	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,2,4	Sans objet
10	Déboisement et défrichement	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,4,1	Sans objet
11	Cotes et tonnage d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,5,2,1	Sans objet
12	Stabilité des fronts d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,5,2,5	Sans objet
14	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,8,3	Sans objet
15	Déclaration annuelle GERP	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,4,1	Sans objet
16	Propreté de l'installation et de ses abords	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 4,1,1	Sans objet
17	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 4,1,2	Sans objet
18	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 4,1,3	Sans objet
19	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 4,2,1	Sans objet
20	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 7,2,3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée, a permis de constater que la carrière est correctement exploitée, et que l'exploitant s'engage dans une amélioration constante des conditions d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,1,1
Thème(s) : Situation administrative, Exploitant titulaire de l'autorisation
Prescription contrôlée : La société Carrières Daniel dont le siège social est situé Avenue du Vert Galant - 64230 LESCAR, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire, une installation de premier traitement des matériaux et une centrale de béton prêt à l'emploi sur le territoire de la commune de Louvie-Juzon aux lieux-dits Cuyalède et Artigue-Dreyturère.
Constats : La société Carrière Daniel exploite en propre cette carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,2,1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par la nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : 2510-1 A : Exploitation de carrière - superficie 219 202 m ² : Production maximale commercialisée : 350 000 t/an 2515-1 E Broyage, concassage, criblage _ Puissance installée de l'installation fixe : 1 250 kW Puissance installée des installations mobiles : 500 kW Puissance installée de l'ensemble des machines : 1 750 kW 2517 E Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques Superficie de l'aire de transit : 40 000 m ² 2716-2 DC Installation de transit, ..., en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes Volume de stockage maximum : 1 000 m ³ 2718-b) D Installation de production de béton prêt à l'emploi : capacité de malaxage 1 m ³ 4734-2 NC Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitutions Réservoirs aériens Quantité totale susceptible d'être présente : 10 t de GNR 1435-2 NC Stations-service : installations, ouvertes ou non au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Volume annuel de carburant distribué : ≤ 250 m ³ de GNR par an
Constats : Le jour de l'inspection, un groupe de criblage était présent sur la zone d'extraction, et les installations de traitement des matériaux étaient en fonctionnement. La centrale de production de béton était à l'arrêt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Récolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,3,2
Thème(s) : Situation administrative, Récolement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté, au récolement des prescriptions réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes.
Constats : L'exploitant a engagé la réalisation du récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le document remis lors de l'inspection est en date du 16 mars 2026. Il présente la situation réglementaire de chaque prescription, identifie un échéancier si nécessaire de régularisation et présente des observations explicatives.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,5,2
Thème(s) : Situation administrative, Etablissement des garanties financières
Prescription contrôlée : Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.
Constats : Les garanties financières ont été mises à jour et sont valides jusqu'au 7 novembre 2030.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Comité de suivi de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 1,8,2
Thème(s) : Situation administrative, Comité de suivi de l'environnement
Prescription contrôlée : Un comité de suivi de l'environnement est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion. Il est composé : <ul style="list-style-type: none">• de représentants de la commune de Louvie-Juzon ;• de représentants de l'exploitant ;• de représentants des administrations publiques concernées si nécessaire ;• de représentants d'associations de protection de l'environnement concernées ;• des riverains au site, non représentés par une association. L'exploitant présente notamment à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier initial et les dispositions réglementaires du présent arrêté. Tout autre sujet relatif à l'exploitation de la carrière et aux conditions de sécurité pour les tiers pourra être abordé. Le comité de suivi définit ses conditions de travail et se réunit au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant nous informe qu'une réunion du comité local de suivi sera réalisée en 2026, toutefois la date n'est pas encore définie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,2,1
Thème(s) : Risques accidentels, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau d'identité à l'entrée du site a été modifié avec la référence au nouvel arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,2,2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation ; des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ; des bornes de positionnement des limites de l'extraction. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.
Constats : Le bornage périphérique a été réalisé par le géomètre Holuigue en mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,2,3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en place en périphérie de ces zones.
Constats : A ce jour, aucun risque par les eaux de ruissellement n'est identifié en amont du site. Les eaux pluviales de la piste d'accès semblent correctement gérées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,2,4
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la voie publique
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Le raccordement entre la RD35 et la voie d'accès privée comprend un tourne à gauche et un dégagement à droite en accord avec le Conseil Départemental 64. Le raccordement est stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement. La voie d'accès privée est revêtue sur une longueur d'environ 300 mètres pour éviter tout entraînement de boues ou poussières sur la chaussée de la RD35. Un dispositif de protection sonore est mis en place le long de la voie d'accès parallèlement à la RD35. Les eaux de ruissellement de la voie d'accès sont dirigées vers des bassins de décantation avant d'être rejetées vers le milieu naturel.
Constats : L'accès à la voirie publique n'a pas été modifié. Les aménagements antérieurement réalisés paraissent adaptés pour cette exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déboisement et défrichement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,4,1
Thème(s) : Risques chroniques, Déboisement et défrichement
Prescription contrôlée : Sans préjudice de la législation en vigueur et des dispositions de l'article , le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation. Les travaux de défrichement devront être réalisés en dehors de la période du 15 mars au 15 septembre, période de fortes sensibilité pour la faune. Préalablement à chaque campagne de défrichement, un écologue effectue un diagnostic des habitats potentiels pour les chiroptères et insectes saproxyliques, dont notamment le Grand capricorne. Des mesures de préservation de cette faune doivent être mises en place selon les besoins. Les bois morts des vieux arbres sont conservés et déplacés en lisière du boisement.
Constats : Les travaux de déboisement et défrichement ne sont envisagés qu'après le 15 septembre 2026, durant la période autorisée du 15 septembre au 15 mars. Un rappel a été fait sur le passage au préalable d'un écologue pour effectuer un diagnostic des habitats potentiels à chiroptères et insectes saproxyliques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Cotes et tonnage d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,5,2,1
Thème(s) : Risques accidentels, Cotes et tonnage d'extraction
Prescription contrôlée : La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à + 425 m NGF. La cote maximale de l'extraction est de 665 m NGF, Le tonnage maximum annuel à extraire est de 384 000 t. Le tonnage maximum annuel commercialisé est de 350 000 t. Le volume total de calcaire à extraire est de 3 500 000 m ³ . Le volume total de stériles à extraire est de 518 000 m ³ , dont 410 000 m ³ à valoriser. La densité du gisement est de 2,5 t/m ³ .
Constats : La cote mini d'extraction actuelle est de 499 m NGF. La cote maxi d'extraction actuelle est de 627 m NGF. La production de l'année 2025 est inférieure à la production maximale autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stabilité des fronts d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,5,2,5
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts d'extraction
Prescription contrôlée : Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques. La falaise surplombant les habitations de la rue du Rey fait l'objet d'une surveillance annuelle. Cette surveillance porte sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques. Toute anomalie constatée doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.
Constats : Le suivi annuel de la stabilité des fronts a été transmis à la DREAL en novembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,8,2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; les clôtures et panneaux de signalisation ; les bornes visées à l'article ; les bords de la fouille ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; les zones remises en état ; les pistes et voies de circulation ; les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ; les installations de toute nature (bascule, locaux, ravitaillement, installations de traitement ...) ; les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. ; la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...) Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes, est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan d'exploitation en date du 15 janvier 2026 a été transmis à la DREAL. Ce plan doit être complété par un plan de bornage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL une copie en version pdf, du plan de bornage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,1,8,3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants : la procédure d'échantillonnage adoptée pour la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ; la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I susmentionnée, accompagnée des vérifications de conformité décrites en annexe II de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ; une estimation des quantités totales de déchets d'extraction et de traitement qui seront stockées et produites durant la période d'exploitation ; la description des modes d'extraction et des procédés de traitement générant ces déchets une analyse des solutions, compte tenu des techniques existantes à un coût économiquement acceptable, pour la gestion des déchets (présentation et justification des filières retenues) ; les lieux d'implantations des installations de gestion des déchets ; une analyse des risques selon la méthodologie définie à l'annexe VII point 1 de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ; la description des mesures techniques (choix des modalités de stockage sur la base de calculs de résistance notamment) et des mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et les effets des phénomènes dangereux (y compris les effets du lessivage des stockages de déchets lors des crues) et à agir sur leur cinétique ; les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et celles prévues en vue de réduire la pollution de l'air et du sol pendant l'exploitation et après la fermeture ; les procédures de contrôle et de surveillance, tout au long de la vie de l'installation ; une étude de l'état du terrain susceptible de subir des dommages dus à l'installation des gestions des déchets ; en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; une étude géologique, hydrologique et hydrogéologique validant le choix d'emplacement des aires de stockage de déchets ; le bilan hydrique prévu à l'article 24 de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ; le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture. Le plan de gestion des déchets permet de déterminer si les installations de gestion de déchets présentent un risque majeur et doivent à ce titre être classées en catégorie A au sens de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susmentionné. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction est établi pour la période 2025 - 2030. Une copie a été remise à la DREAL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Déclaration annuelle GERE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 2,4,1
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration annuelle GERE
Prescription contrôlée : L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées. Cette déclaration inclut l'enquête annuelle sur l'activité des exploitations de carrières prévue par l'arrêté du 7 juillet 2017. Elle sera remplie dans les mêmes conditions. Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.
Constats : La déclaration annuelle sur l'application GERE a été réalisée pour l'année 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Propreté de l'installation et de ses abords

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 4,1,1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation et de ses abords
Prescription contrôlée : L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Le site est globalement bien entretenu et propre. L'état de la voirie au niveau du nettoyeur de roues se dégrade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prévoir une remise en état de la voirie d'accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 4,1,2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Une bouée munie d'une touline de 30 mètres, est placée en bordure de chaque plan d'eau non-protégé par une clôture. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Un portail est présent à l'entrée du site. Une clôture périphérique est présente sur le périmètre de l'ancienne autorisation, elle devra être déplacée dès l'ouverture des travaux sur la zone d'extension.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 4,1,3
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.
Constats : Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement sont adaptées aux types de véhicules y circulant. Des aires de stationnement sont aménagées. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'envol excessif de poussières sur les pistes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 4,2,1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ , ou un dispositif équivalent validé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, doit être implantée à moins de 200 mètres des réservoirs de carburant et des installations de traitement. Cet équipement doit disposer d'une aire d'aspiration conformément aux caractéristiques techniques des plateformes d'aspiration des engins de secours du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie afin de permettre aux services de secours de disposer d'une ressource en eau accessible en cas de feu. L'exploitant doit prendre contact avec le SDIS 64 pour valider ces équipements.
Constats : Une réserve d'eau de 120 m ³ est présente à proximité du bureau du chef de carrière. Une interdiction de stationnement a proximité de l'aire d'aspiration pour les véhicules du SDIS est en place. Cet équipement a été validé par le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2025, article 7,2,3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence
Prescription contrôlée : Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées tous les ans. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection, accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Un contrôle des niveaux sonores a été réalisé le 12 novembre 2025 par Normec Abiolab PBE. Les résultats des mesures d'émergence et en limite de propriété sont conformes aux valeurs limites réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite